

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13, place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 13/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ISDND de la Chaux Basse

SIETOM de Drugeac

le bourg -15140 Drugeac

Références : 20240313-RAPINSP-15-062-ISDND-territoires-propres
Code AIOT : 0016200057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 de l'établissement exploité par le SIETOM relatif à une Installation de stockage de déchets non dangereux (SDND) implantée « la Chaux Basse » 15140 Drugeac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIETOM MAURIAC PLEAUX SALERS ST-CERNIN DRUGEAC ISDND
- Décharge de la Chaux Basse 15140 Drugeac
- Code AIOT : 0016200057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Installation de stockage de déchets non dangereux de « La Chaux Basse » a cessé d'accueillir des déchets au 1er janvier 2012. A compter de cette date, le site est entré en période dite de post-exploitation, période pendant laquelle une surveillance environnementale est mise en place dont la durée est fixée à 30 ans.

L'arrêté préfectoral n°2009-874 du 30 juin 2009 fixe, entre autres, les prescriptions relatives à la remise en état et au suivi post-exploitation de cette installation, telles que prévues par la réglementation nationale alors applicable.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
2	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 9-6.3	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 9-2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action « territoires propres 2024 » pilotée par la gendarmerie.

Le site relevant de la réglementation des installations classées est en situation régulière. Le contrôle réalisé de façon inopinée ne met pas en évidence d'écart nécessitant une suite administrative quant aux activités exercées et/ou aux rejets éventuels qui seraient non surveillés (eau/air/déchets).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 9-2
Thème(s) : Autre, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
Constats : Le site dispose d'une clôture périphérique et d'un portail accès principal fermant à clé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2009, article 9-6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité incendie
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : La commande de la trappe de désenfumage du bâtiment cartons est inaccessible (encombrement)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 jour

